

**LE GRAND INVITÉ AFRIQUE****Vincent Nouzille (procès Sarkozy-Kadhafi): «La justice française suspecte qu'il y a peut être eu un deal secret»**

Publié le : 04/02/2025 - 06:17

Écouter - 12:57

Partager

Ajouter à la file d'attente

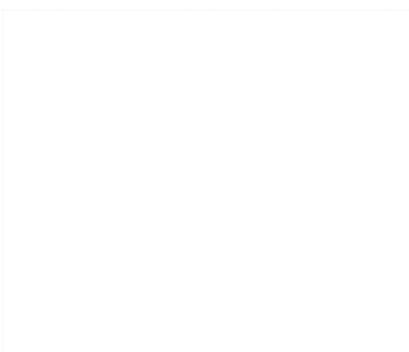
Y a-t-il eu en 2005 un pacte secret entre le colonel Kadhafi et Nicolas Sarkozy pour le financement de la campagne de ce dernier ? C'est la question que pose le tribunal de Paris, où l'ancien président français comparaît depuis le 6 janvier et où il clame son innocence. Au cœur de l'affaire, il y a le beau-frère du colonel Kadhafi, Abdallah Senoussi, chef des services secrets libyens au moment de l'attentat contre le DC10 d'UTA (170 morts). Aujourd'hui, nouvelle pièce au dossier. Avec Karl Laske, journaliste enquêteur à Mediapart, Vincent Nouzille publie, chez Robert Laffont, « *L'assassin qu'il fallait sauver* ». Il répond aux questions de Christophe Boisbouvier.

[Afrique](#) [Europe](#) [Amériques](#) [France](#) [Moyen-Orient](#) [Asie-Pacifique](#)



Sur cette photo d'archive du 10 décembre 2007, le président français, Nicolas Sarkozy, accueille le dirigeant libyen Moammar Kadhafi à son arrivée au palais de l'Élysée, à Paris. AP - Francois Mori

PUBLICITÉ



RFI : Le 19 septembre 1989, un avion DC-10 de la compagnie UTA explose en plein vol au-dessus du Niger, 170 morts dont 54 Français, 48 Congolais de Brazzaville, 25 Tchadiens. C'est l'un des attentats les plus meurtriers de l'histoire de l'Afrique. Et aujourd'hui, grâce à votre enquête, on sait enfin exactement par qui et comment ce crime a été perpétré. Quel document avez-vous découvert ?

Vincent Nouzille : Nous nous basons avec Karl Laske, donc journaliste à Mediapart, sur une série de documents libyens qui nous ont été fournis par un imprimeur libyen dont le nom figure d'ailleurs sur la couverture du livre. Il s'appelle Samir Shegware et il a eu accès à des archives d'Abdallah Senoussi, c'était le chef des services secrets libyens. C'était le numéro 2 ou 3 du régime de Kadhafi et c'était le beau-frère de Kadhafi également. Et Abdallah Senoussi a été mis en cause par le juge Jean-Louis Bruguière. La justice française l'a jugé dans cette affaire de l'attentat du DC 10 d'UTA avec cinq autres Libyens, le procès a eu lieu par contumace en leur absence en mars 1999 à Paris, et ils ont été condamnés à la perpétuité. Donc, il n'y a pas de doute sur la responsabilité d'Abdallah Senoussi et de ces Libyens. Mais ces documents d'Abdallah Senoussi, ces archives secrètes qui sont pour la première fois révélées dans ce livre, donnent à voir les préparatifs très minutieux de cet attentat. Et c'est pour ça que c'est intéressant, parce qu'on avait jusqu'ici, une vision évidemment partielle, parcellaire, de la responsabilité directe d'Abdallah Senoussi. Et là, dans les documents, il y a par exemple des réunions qui se passent au siège des services secrets libyens, donc avec Abdallah Senoussi qui donne des consignes pour frapper des avions français. Il y a aussi par exemple des tests qui sont faits par les services secrets libyens sous la conduite d'Abdallah Senoussi dans le désert libyen pour tester par exemple des explosifs

[La une](#)

[Podcasts](#)

[Directs](#)

[Thématiques](#)

[Menu](#)

u sommet avec Abdallah Senoussi.

Afrique Europe Amériques France Moyen-Orient Asie-Pacifique

Alors, 10 ans après cet attentat, en 1999, le beau-frère du colonel Kadhafi, Abdallah Senoussi, est donc condamné par la justice française. Mais le colonel Kadhafi essaie de faire réviser ce jugement et, à partir de 2003, il multiplie les contacts avec des hommes politiques français. Il semble qu'il en parle d'abord au président Jacques Chirac, puis au ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, lors d'une visite de celui-ci à Tripoli. Comment réagissent Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy ?

Alors, le président Chirac va être assez flou sur la réponse qu'il peut donner, en disant : « Je vais étudier la question », ça, c'est en 2003, 2004. Arrive la perspective de Nicolas Sarkozy, qui va être le candidat à la présidentielle de 2007. Il est à l'époque ministre de l'Intérieur. Nous sommes en octobre 2005. Oui, il va à Tripoli et le Guide en parle effectivement à Sarkozy, lors de sa visite du 6 octobre 2005. Et puis, ensuite quelques semaines plus tard, l'avocat personnel de Nicolas Sarkozy se rend à Tripoli pour discuter avec les avocats de Senoussi sur la manière de régler le problème. Donc, le sujet a été abordé et non seulement le sujet a été abordé, mais il y a bien eu l'envoi d'une mission d'avocat pour tenter de régler le problème. Alors c'est une promesse qui est faite, peut-être par Nicolas Sarkozy directement à Kadhafi et c'est ce que la justice française suspecte, qu'il y a peut-être eu un arrangement, un deal secret, entre l'équipe de Sarkozy et Kadhafi, sur le mode : nous allons vous donner de l'argent pour votre campagne électorale, en échange de quoi, il faudra régler le problème de Senoussi.

Est-ce que vous avez contacté Nicolas Sarkozy dans le cadre de votre enquête ?

Oui, nous avons contacté Nicolas Sarkozy, mais comme le procès qui a lieu actuellement, qui a démarré le 6 janvier au tribunal de Paris, allait démarrer, il nous a fait répondre qu'il ne souhaitait pas nous répondre.

Alors, il y a la situation judiciaire de Nicolas Sarkozy, mais il y a aussi celle d'Abdallah Senoussi, l'organisateur de l'attentat de 1989. S'il est toujours vivant, qu'est-ce qu'il devient ?

Alors Abdallah Senoussi, on a essayé de le joindre pour cette enquête. On n'a pas réussi à le joindre. Il est actuellement en prison en Libye et il faut savoir que les familles des victimes du DC 10 d'UTA en France et en Afrique souhaitent et espèrent un jour avoir un procès. Le vrai procès de Senoussi, avec Senoussi dans le box.

Ben oui, puisqu'il a été condamné par contumace !

Par contumace, c'est-à-dire en son absence. Et donc, peut-être que les nouveaux éléments que nous révélons sur son implication décisive dans la préparation de cet attentat vont réveiller la justice française afin peut-être que la France redemande son extradition depuis la Libye.

Par : [Christophe Boisbouvier](#) [Suivre](#)

Poursuivez votre lecture sur les mêmes thèmes :

Libye

Nicolas Sarkozy

France

Mouammar Kadhafi

CONTENUS SPONSORISÉS

Recommandé par  outbrain

Afrique Europe Amériques France Moyen-Orient Asie-Pacifique

La France couvrira le coût d'installation des panneaux solaire...

Sponsorisé : Solaire FR



Vous avez trop de graisse abdominale ? (mangez ceci avant l...

Sponsorisé : Santé Intestin



Avec l'album «Baarakelaw», le Malien Samba Touré descend dans la rue



Kompromat: «Playing/Praying», le nouvel album électro-punk de Vitali...



Le Panama se retire du projet chinois d'infrastructures des...

Publicité

La Maison Blanche nuance les propos de Trump, l'ONU alerte...

Publicité

Côte-d'Ivoire : 20 ans de prison requis contre Damana Pickass

1ère aide auditive invisible et sans pile

Oubliez les aides auditives du passé avec les appareils Signia Silk Charge&Go enfin...

Sponsorisé : Audibene

Pourquoi les seniors s'arrachent ces chaussures qui soulagent les...

Sponsorisé : Revue articulation

Voir les autres épisodes

France-Afrique: «Les bases militaires sont l'incarnation du colonialisme, on est restés trop longtemps»

« En Afrique, il faut que la France change d'attitude et de langage », affirme un rapport rédigé par trois sénateurs français, la socialiste Marie-Arlette Carlotti, le centriste François Bonneau et le LR Ronan Le Gleut. Dans ce document intitulé Voir l'Afrique dans tous ses États, les trois élus français passent au scanner les huit ans de politique africaine d'Emmanuel Macron. Ses réussites comme ses échecs. Ils font aussi 20 propositions pour l'avenir et invitent notamment le

La une

Podcasts

Directs

Thématiques

Menu

Afrique Europe Amériques France Moyen-Orient Asie-Pacifique

Partenariat "Visit-Rwanda" s'arrête

C'est une information RFI. Depuis quelques jours, trois grands joueurs de football se mobilisent pour essayer de convaincre le club du Paris Saint-Germain (PSG) de renoncer à son partenariat avec le Rwanda. Il s'agit des deux internationaux français Randal Kolo Muani et Presnel Kimpembé, et de l'ancien international congolais Youssouf Mulumbu. Tous trois appuient la démarche de la ministre congolaise des Affaires étrangères, qui a écrit la semaine dernière...

06/02/2025

07:26

RDC-Rwanda: «L'Afrique du Sud, qui avait participé à la défaite du M23 en 2012, voudrait en finir»

Les troupes sud-africaines vont-elles rester en République démocratique du Congo ? C'est l'une des grandes questions avant le sommet sur la RDC prévu samedi en Tanzanie. Le Rwandais Paul Kagamé veut que ces troupes s'en aillent, mais pour l'instant le Sud-Africain Cyril Ramaphosa ne cède pas. Et la nouvelle position de fermeté de la Chine à l'égard du Rwanda n'est certainement pas pour déplaire à l'Afrique du Sud. Paul-Simon Handy est le directeur du...

05/02/2025

08:33

Présidence de l'Union africaine: «Je ne suis pas un candidat de salon», dit Richard Randriamandrato

Qui sera le prochain président de la Commission de l'Union africaine ? Trois candidats briguent la succession du tchadien Moussa Faki Mahamat : l'ancien Premier ministre kényan Raila Odinga, l'actuel ministre djiboutien des Affaires étrangères, Mahmoud Ali Youssouf, et l'ancien ministre malgache des Affaires étrangères, Richard Randriamandrato. C'est le 15 février 2025 que les 55 chefs d'État de l'Union africaine trancheront, lors du sommet annuel de l'UA à Addis-...

03/02/2025

12:47

Kalidou Sy: «Avec mon documentaire, j'espère que cet engouement va rester pour Yambo Ouologuem»

Le film Yambo Ouologuem, la blessure, du journaliste Kalidou Sy, est sélectionné dans deux catégories de la 29e édition du Fespaco, le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou, au Burkina Faso (du 22 février au 1er mars prochain). Ce documentaire d'une heure et quart, tourné en France, au Mali, aux États-Unis et au Canada, revient sur la vie du Malien Yambo Ouologuem, premier auteur africain à recevoir le prestigieux prix littéraire Renaudot en...

01/02/2025

07:01

Voir plus d'épisodes

Dans l'actualité

États-Unis Donald Trump RDC Rwanda Mali

À l'international

France	Côte d'Ivoire
Sénégal	Congo
Canada	Etats Unis
Cameroun	Belgique
Maroc	

[Afrique](#) [Europe](#) [Amériques](#) [France](#) [Moyen-Orient](#) [Asie-Pacifique](#)

[Devenir radio partenaire](#)

[RFI Planète Radio](#)

Les sites France Médias Monde

[Apprendre le français](#)

[RFI Musique](#)

[RFI Instrumental](#)

[France 24](#)

[Les Observateurs](#)

[Mondoblog](#)

[MCD](#)

[InfoMigrants](#)

[ENTR](#)

[CFI](#)

[Académie](#)

[France Médias Monde](#)

Services

[Newsletters](#)

[Flux RSS](#)

[Comment capter RFI ?](#)

Applications

[Télécharger RFI sur mobile et tablette](#)

[Mentions légales](#)

[Confidentialité](#)

[Cookies](#)

[Gestion des notifications](#)

[Facebook](#)

[X](#)

[Instagram](#)

[YouTube](#)

[WhatsApp](#)

[Telegram](#)

[Tuneln](#)

[Soundcloud](#)

© 2025 Copyright RFI - Tous droits réservés. RFI n'est pas responsable des contenus provenant de sites Internet externes. Fréquentation certifiée par l'ACPM.